



La junte égyptienne sévit contre les grèves

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 25 février 2011

[WSWS](#) 25 février 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

Le régime militaire égyptien a menacé de rendre les grèves illégales tandis que continue l'agitation sociale à la suite du renversement du président Hosni Moubarak.

À partir du 14 février, une vague de grèves a éclaté en Égypte. Des actions revendicatives ont causé la fermeture d'usines de produits chimiques, pharmaceutiques et textiles, en plus de l'aéroport du Caire. Les cheminots ont installé des traverses sur les rails pour arrêter les trains. Les banques et les bureaux gouvernementaux ont également été fermés. Au point stratégique du canal de Suez, environ 1500 travailleurs ont organisé des manifestations à Ismaïlia, à Suez et à Port-Saïd le 17 février, revendiquant de meilleurs salaires et une assurance médicale. Des techniciens et des administrateurs faisaient partie des protestations.

L'un des plus importants conflits a impliqué 15 000 ouvriers à Misr Spinning and Weaving à Al-Mahalla Al-Kubra. La plus importante usine d'Égypte, laquelle emploie 24 000 personnes dans le delta du Nil, a été le lieu d'une grève et d'une occupation qui ont débuté le 10 février en soutien aux protestations anti-Moubarak, aidant à précipiter sa chute un jour plus tard. Le conflit s'est poursuivi le 14 février, avec des revendications d'augmentations de salaire, de la démission du directeur de l'entreprise et de trois autres cadres, puis d'un syndicat libre. Un char a été stationné à l'extérieur de l'usine par l'armée.

L'industrie du textile égyptienne emploie 48 pour cent de la main-d'œuvre totale du pays. En plus, 6000 travailleurs ont fait grève à Spinning and Weaving de Damietta.

Vendredi le 18 février, après deux avertissements lancés plus tôt, l'armée égyptienne a menacé que la vague de grève serait maintenant considérée illégale. Le Conseil suprême des forces armées « ne tolérera pas la poursuite de ces actes illégaux qui présentent un danger à la nation, et ils les confronteront », a-t-il annoncé.

Certains groupes « organisent des manifestations qui nuisent à la production et créent des conditions économiques graves qui peuvent mener à une détérioration de l'économie du pays », a dit l'armée. « La poursuite de l'instabilité et ses conséquences vont porter atteinte à la sécurité nationale ».

L'ordre interdisant les grèves et l'action revendicative est venu le jour suivant les célébrations auxquelles avaient participé millions de gens, qui soulignaient une semaine depuis l'évincement de Moubarak. Walid Abdel-Sattar, un cadre de l'industrie de l'énergie a commenté, « Bien que cette déclaration aurait dû être faite beaucoup plus tôt, je crois que l'armée a simplement permis au peuple de faire entendre ses revendications et de profiter de l'esprit de liberté ».

La junte n'a jamais voulu offrir de véritable « liberté ».

En réponse à la menace, le Centre des services pour les syndicats et les ouvriers a rapporté ce jour-là que les ouvriers de Misr Spinning occupaient l'usine pour une quatrième journée et avaient « refusé de mettre fin à leur protestation jusqu'à ce que leur revendication principale soit satisfaite, soit l'expulsion du directeur de la compagnie ».

Dimanche, la grève de Misr a pris fin. Faisal Naousha, un des dirigeants de la grève, a dit à l'AFP « nous avons mis fin à la grève, l'usine est en marche. Nos exigences ont été satisfaites », y compris une augmentation salariale de 25 pour cent et le renvoi d'un cadre impliqué dans la corruption.

Les banques ont aussi été ouvertes dimanche. La Banque centrale d'Égypte avait fermé toutes les banques le 14 février après des grèves et des occupations à des succursales et des bureaux le jour d'avant. Selon Ahrām Online, les employés continuaient à « montrer clairement qu'ils n'avaient pas renoncé à leurs demandes ». Les employés des banques « contestent le système de comité de directeurs et les grandes inégalités dans les salaires... Il avait été demandé aux protestataires de nommer des comités de 10 à 20 membres pour communiquer leurs demandes à la Banque centrale d'Égypte. Les réunions de comité devraient débiter lundi. Les employés de la Banque Misr, la deuxième plus grande banque égyptienne, a déjà nommé ses négociateurs, refusant les demandes de la Banque centrale de nommer des gérants de l'administration pour les représenter. »

Toujours dimanche, des journalistes travaillant pour des magazines et des journaux d'État ont protesté devant l'Agence des journalistes pour demander à la junte militaire de remplacer les rédacteurs en chef et ceux qui gèrent le travail d'édition. Les journalistes les accusent de corruption et d'hypocrisie. La police militaire a encerclé le bureau d'Ousama Saraya, le rédacteur en chef du quotidien Al-Ahrām, afin de le protéger contre les manifestations attendues.

En plus de la répression directe de la classe ouvrière, le régime militaire travaille fort à la cooptation des « mouvements d'opposition » bourgeois et petit-bourgeois dans le but de donner du crédit à ses prétentions de préparer une transition vers un régime démocratique et civil.

La mise en accusation la plus accablante de ceux qui rivalisent pour faire partie du présumé remplacement démocratique à la gouvernance directe du régime militaire est leur engouement à discuter avec la junte militaire, même si celle-ci menace une répression massive de la classe ouvrière. Presque aussi condamnable est le statut privilégié du chef de la Ligue arabe, Amr Moussa, pour le poste de président.

Moussa est un proche allié de Moubarak et ceux qui lui ont succédé, le vice-président Omar Souleimane et le commandant en chef des forces armées, Mohammed Hussein Tantaoui. Pendant le soulèvement, Moussa a été présenté comme un opposant afin de pouvoir presser les manifestants à permettre à Moubarak de demeurer à la tête sa dictature vieille de trente ans, jusqu'à la fin officielle de son mandat au pouvoir. Même maintenant, Moussa a dit de Moubarak, dans le journal espagnol El País, « Pour l'instant, il est à la retraite, nous devons le traiter comme un ex-président, avec tout le respect qu'il mérite. »

Dans la même entrevue, il a donné son aval à l'armée et sa prétention de transition vers un régime démocratique et a soutenu ses efforts pour démobiliser l'opposition. « Le Conseil

suprême a pris de grandes mesures, comme des réformes constitutionnelles, la dissolution du parlement et des appels au public pour un retour au travail et le rétablissement du calme », a-t-il dit.

Les Frères musulmans sont aussi en discussions avec le régime et ont l'intention de former un parti nommé Liberté et Justice. Ils ne vont pas présenter de candidat pour la présidence cette année et vont seulement entrer dans la course dans moins du quart des sièges pour le prochain parlement, afin de montrer leur loyauté aux dirigeants militaires égyptiens.

Samedi, les tribunaux ont approuvé un nouveau parti, le Parti Al-Wasat (Parti du centre), dirigé par d'anciens membres des Frères musulmans, Aboul Ela Mady et Essam Sultan.

D'autres partis en construction sont directement mis de l'avant et financés par des intérêts commerciaux et des représentants de l'ancien régime.

Wael Ghonim, un cadre de Google qui a été l'un de ceux qui ont appelé aux toutes premières manifestations, négocie présentement avec des affiliés du Parti national démocrate de Moubarak (PND), y compris l'ancien président du PND Hossam Badrawy, dans le but de former un nouveau parti politique.

Abdel Moneim Imam dirige un groupe qui appuie l'ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Mohamed ElBaradei, et est en négociations avec Naguib Sawiris, le président d'Orascom Telecom Holding SAE, à propos de la formation d'un parti.

Ces manoeuvres prennent place au moment même où le Conseil suprême des forces armées déclare que, « Les conditions politiques instables empêchent toute nouvelle constitution. »

Les puissances impérialistes jouent toutes leur rôle pour essayer de maintenir la junte au pouvoir.

Durant les derniers jours, Moussa a discuté intensivement avec le sous-secrétaire d'État américain chargé des Affaires politiques, William Burns, et le conseiller à la Maison-Blanche, David Lipton, au cours du sommet de la Ligue arabe au Caire. Burns en a profité pour offrir un cadeau de 150 millions de dollars au gouvernement égyptien afin de « soutenir la transition qui prend place ».

« Je viens d'avoir une longue et très intéressante conversation avec le secrétaire général Amr Moussa sur les développements en Égypte et à travers la région. Comme d'habitude, j'en ai appris beaucoup », a-t-il dit aux médias.

La haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, a offert une plus grosse somme d'aide financière au régime, expliquant à des journalistes au Caire que, « Nous discutons déjà de la possibilité d'accorder un milliard de dollars de soutien supplémentaire par le biais de leurs programmes de financement . » Elle a rassuré la junte qu'aucune condition n'allait être liée à cette aide quant aux droits démocratiques. « Soyons clairs », a-t-elle affirmé. « C'est à l'Égypte de déterminer son avenir. »

Malgré ce soutien financier, la junte est devant une situation explosive, alimentée par l'impact du mouvement de masse en Libye contre le régime de Khadafi et ailleurs au

Moyen-Orient.

Au Caire et dans la deuxième plus importante ville d'Égypte, Alexandrie, des manifestations contre Khadafi ont pris place devant les ambassades d'Algérie et de Bahreïn. On pouvait lire sur une affiche, « Mission : Pays arabes libres – Quand : Maintenant ».

La foule scandait, « Les gens veulent les pays arabes unis contre les régimes militaires. »

Plusieurs convois égyptiens d'aide médicale ont été organisés pour la Libye. Un ressortissant libyen, Abdoul, qui était impliqué dans le mouvement contre Moubarak, a raconté à l'émission The World Today du réseau ABC: « J'ai parlé à un médecin là-bas, hier ou avant hier, et ils manquent de fil pour faire les points de suture... Il y a des milliers et des milliers de blessés et ils n'ont même pas de place pour les recevoir. »

La junte surveille et cherche à contrôler ces actes de solidarité et les relations politiques qui se développent entre les protestataires en Égypte et au Caire. L'armée a affirmé qu'elle renforçait présentement la frontière avec la Libye, mais qu'elle allait permettre aux malades et aux blessés d'entrer par le point de passage de Saloum et d'être soignés dans deux hôpitaux de campagne.

Article original en anglais, [WSWS](#), paru le 23 février 2011.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Chris Marsden](#), [WSWS](#), 2011

Articles Par : [Chris Marsden](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca